

Qui se cache derrière Vivalto et saigne les retraités et les salariés ?

Aux Feuillants, à La Rose d'Aliénor, à La Rêverie — comme dans des dizaines d'entreprises partout en France — les travailleurs se battent pour des hausses de salaire pour faire face à la cherté de la vie. Le loyer, l'alimentation, l'énergie, l'essence — tout explose. Et ça n'est pas un accident. Ils font la guerre — en Ukraine, au Moyen-Orient, partout où le grand capital a des intérêts à défendre — et ils nous la font payer sur nos salaires, nos retraites, nos services publics. Qui saignent-ils ? D'abord les retraités : chaque résident paye 90 euros la journée aux Feuillants, soit 2 700 euros par mois. La retraite médiane en France est d'environ 1 500 euros. Des familles s'endettent, des vieux vident l'épargne de toute une vie. Ensuite les aides-soignantes qui doivent vivre avec 1 650 euros brut en comptant la prime Ségur pour 151 heures par mois. Vivalto avait annoncé sur la paie de février 50 centimes de plus par heure — 70 euros de plus par mois. Et il n'en est toujours rien. Vivalto dont les actionnaires comptent une monarchie absolue du Golfe et des grandes banques françaises refusent toute augmentation ! Et cela sans compter le manque de personnel et la précarité pour des contrats pour beaucoup.

LE MILLIONNAIRE DANIEL CAILLE

Vivalto Vie n'est pas un gestionnaire local qui aurait un peu mal tourné. C'est la filiale EHPAD du groupe Vivalto Santé — troisième groupe d'hospitalisation privé de France — contrôlé par la holding Vivalto Partners, société de gestion fondée en 2021 par Daniel Caille, PDG fondateur, classé au palmarès Challenges 2024 des grosses fortunes avec 200 millions d'euros.

LE CAPITAL FINANCIER

Derrière ce millionnaire qui vit de l'exploitation des retraités et des salariés nous trouvons également la MACSF, Arkéa Capital, BNP Paribas Développement, le Groupe Crédit Agricole, et Mubadala, le fonds souverain du gouvernement d'Abu Dhabi. Auxquels se sont ajoutés en 2021 les fonds IK Partners et Hayfin.

- BNP Paribas, condamnée en 2014 à 9 milliards de dollars d'amende pour avoir financé le régime soudanais pendant le génocide du Darfour, et les régimes iranien et cubain en violation des embargos.
 - Le Crédit Agricole, la soi-disant banque verte des territoires, étrangle les petits paysans français et les pousse au suicide à coups de taux impossibles — tout en finançant Vivalto Vie.
- Mubadala / Abu Dhabi : fonds souverain d'une monarchie absolue sans syndicats libres, sans droit de grève, sans droits politiques.

BNP Paribas, Crédit Agricole, Fonds de pension : voilà qui vit sur le dos des retraités et salariés.

Le capital financier vampirise notre travail et nos retraites pour alimenter dividendes, guerre et spéculation. C'est pourquoi nous défendons la nationalisation des banques privées en une seule banque publique, sous contrôle des salariés et de la population laborieuse — sans actionnaires privés, au service des besoins sociaux et non de la guerre.

L'ÉTAT ACTIONNAIRE ET GENDARME DU CAPITAL CONTRE LES SALARIÉS

Bpifrance, banque publique de l'État français, est co-proprétaire de Vivalto. L'État n'est pas neutre : il est actionnaire de l'entreprise qui utilise des CDD et l'intérim pour briser la grève.

Le 3 avril 2026, Vivalto a fait envoyer des huissiers à domicile pour pousser les grévistes à reprendre le travail. Puis le 7 avril, le préfet de la Vienne a directement réquisitionné des grévistes, à 300 euros par réquisition — plutôt que de les augmenter de 50 centimes de l'heure. L'État, bras armé du capital, est directement intervenu contre les ouvrières en grève.

LE PARTI SOCIALISTE : PARTI GESTIONNAIRE DE VIVALTO

Candidat du Parti Socialiste à la mairie de Poitiers en 2026, François Blanchard — secrétaire départemental du PS de la Vienne, successeur d'Alain Claeys — est depuis

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS NOUS SAIGNE POUR MENER SES GUERRES EN UKRAINE, À ORMUZ ET EN AFRIQUE

On nous dit que nos cotisations et nos impôts servent à financer écoles, crèches, hôpitaux, services publics. C'est de moins en moins vrai.

« La cotisation est du salaire. Le financement de la Sécu passe des cotisations à l'impôt — CSG, CRDS et TVA — faisant payer aux salariés les cadeaux aux entreprises. Dans les années 1980, les cotisations finançaient 80% de la protection sociale, c'est à peine la moitié aujourd'hui. » (CGT confédérale, 2025)

Une part toujours plus grande est absorbée par l'économie de guerre : budgets militaires en hausse commandes d'armement, bases militaires à l'étranger et OPEX !

Les chiffres sont là. Loi de programmation militaire 2024-2030 révisée le 8 avril 2026 : portée de 413 à 449 milliards d'euros. Budget défense 2026 : 57,1 milliards d'euros (+13%). Budget 2030 prévu : 76,3 milliards.

Objectif affiché : atteindre 3,5% du PIB en 2035 — soit plus de 106 milliards d'euros annuels.

Le budget défense est passé de 32,7 milliards en 2017 à 57,1 aujourd'hui : +75% en neuf ans.

Pendant ce temps, le gouvernement programme 30 à 31 milliards d'euros d'économies pour 2026 sur les services publics : gel partiel des prestations sociales, révision des avantages fiscaux, coupes budgétaires. La hausse du budget militaire, c'est la destruction des services publics — même logique de classe, même source de financement : nos salaires, nos retraites, nos cotisations.

Cet argent c'est la base militaire française à Abu Dhabi qui protège les intérêts du fonds souverain Mubadala — actionnaire de Vivalto Vie. Autrement dit : l'armée française protège le capital qui vous exploite aux Feuillants. La guerre extérieure et la guerre intérieure, c'est le même combat du capital — et c'est le même ennemi de classe.



2023 Directeur Opérationnel Adjoint de Vivalto Vie, supervisant une dizaine d'EHPAD.

Le candidat PS à la mairie, qui s'est désisté pour l'ancien macroniste Anthony Brottier, dirige directement l'entreprise qui exploite les aides-soignantes en grève comme le PS qui, à chaque fois qu'il a dirigé le pays, a mené des attaques contre la classe ouvrière et l'ensemble du peuple travailleur et servant de marchepied à Macron!

LA LUTTE POUR LES HAUSSES DE SALAIRES SUFFISENT-ELLES CONTRE LA VIE CHÈRE ?

L'UD CGT défend les hausses de salaires et leur indexation sur les prix pour faire face à la cherté de la vie

LES HAUSSES DE SALAIRE SEULES MÊME INDEXÉ SONT INSUFFISANTES FACE À LA VIE CHÈRE. !

La CGT revendique à juste titre l'**indexation des salaires sur la hausse des prix**. En effet indexation, toute augmentation est vite rattrapée par l'**inflation**. Et pourtant même indexé, le salaire est rogné par les taxes et les impôts sur le travail. La CSG à **9,2%** et la CRDS à **0,5%** sont prélevées sur le brut avant que tu touches quoi que ce soit. La TVA à **20%** ponctue chaque achat — le prix à la pompe taxé à plus de 60%, la facture d'énergie taxée, l'alimentation taxée. **Une augmentation se réduit au mieux à quelques dizaines d'euros de pouvoir d'achat réel**. Quand le grand capital lâche des hausses de salaires, il reprend d'une main ce qu'il a lâché de l'autre avec l'aide l'État.

SALAIRES-SÉCURITÉ SOCIALE-RETRAITES SONT INSÉPARABLE !

Il en va de même pour la part du salaire socialisé qui est appelé cotisations « patronales » et qui sont versées pour la sécurité sociale et les retraites. Les médicaments sont de moins en moins remboursés — le travailleur est contraint de souscrire une mutuelle privée, c'est-à-dire de **payer une deuxième fois** ce que ses cotisations devaient couvrir. La Sécu couvrait l'essentiel des soins à sa création en 1945 — aujourd'hui elle rembourse de moins en moins. Les pensions sont taillées dans le vif réforme après réforme. L'État permet ainsi au grand capital de récupérer une partie toujours plus grande du salaire socialisée. Ces politiques permettent au final de baisser le salaire réel des travailleurs même quand ils obtiennent des hausses de salaires.

ABOLISSONS TAXES ET IMPÔTS SUR LE TRAVAIL !

Le Programme du Parti Ouvrier Français, rédigé par Marx et Guesde en 1880 met en avant l'abolition de tout impôt et de toute taxe sur le salaire

autrement dit le brut doit devenir le net. Mais par extension, les cotisations dites « patronales » qui sont du **salaire différé que le patron verse et qui sont également récupérée de diverses manières comme nous l'avons vu devaient aussi revenir intégralement aux travailleurs !**

D'où notre mot d'ordre : Nous voulons la totalité du salaire (brut et cotisations « patronales »

Ce qui veut dire : **plus de CSG, plus de CRDS, plus de TVA, plus de taxes sur l'énergie et les carburants**. Le salaire direct + l'intégralité du salaire socialisé (cotisations salariales ET patronales) doivent revenir aux travailleurs !

PAS D'IMPOSITION SUR LES REVENUS DU TRAVAIL ! IMPÔTS

PROGRESSIFS SUR LES REVENUS DU CAPITAL

Pour financer la sécurité sociale et les retraites qui sont du salaire socialisé, nous défendons un impôt progressif et confiscatoire sur les grandes entreprises, les trusts, les millionnaires et les milliardaires. Pas un centime prélevé sur le travail et cela sous contrôle des salariés et du peuple travailleur — comme le prévoyait déjà le Programme du Parti Ouvrier Français rédigé par Marx et Guesde en 1880. Par ailleurs **Les représentants patronaux doivent sortir des caisses. Fin des fonds de pension, y compris publics français**. Les grévistes des Feuillants sont en grève d'abord sur les salaires — mais **salaires, retraites sont inséparables, c'est le même combat contre le même capital**.

On le voit ! La seule lutte pour les hausses de salaires et même indexée ne peut suffire si on ne lie pas cette lutte à celle de la

sécurité sociale et des retraites.

LE BRUT ET LES COTISATIONS PATRONALES

NE FINANÇENT PLUS LA SÉCU NI LES RETRAITES : ILS FINANÇENT L'ÉCONOMIE DE GUERRE ET L'ARMEMENT.

RÉCUPÉRONS LA TOTALITÉ DE NOTRE SALAIRE.

IMPOSONS LE GRAND CAPITAL.

GILETS JAUNES POITIERS

LE SOUTIEN DE LA GAUCHE BOURGEOISE FERA-T-IL GAGNER LES GRÉVISTES ?

L'UD CGT organise un barbecue de soutiens avec des élus locaux et nationaux du front populaire 2027 ou du NFP : l'ancienne maire EELV de Poitiers **Léonore Moncond'huy**, la députée EELV **Lisa Belluco** et le député **François Ruffin**, la conseillère départementale d'opposition **Florence Harris** (PCF)

QUE VAUT LE SOUTIEN LOCAL D'EELV QUI PRIVATISE ET EN APPEL À L'ÉTAT ACTIONNAIRE

LEONORE MONCOND'HUY : Qu'a-t-elle fait pour les aides-soignantes de Vivalto Vie pendant les six ans de son mandat ? Rien. Pas une motion au conseil municipal. Pas un euro conditionné. Pas une mise en demeure.

Moncond'huy c'est aussi celle qui soutient depuis 2020 la majorité EELV à Grand Poitiers, majorité qui a fait **virer de son poste**, en décembre 2023, le vice-président **communiste Laurent Lucaud**, parce qu'il refusait une station d'épuration confiée au privé.

LISA BELLUCO A demandé à l'État exploitateur d'intervenir en faveur des grévistes. Et on voit le résultat. Le préfet de la Vienne a ordonné le 7 avril la réquisition de grévistes. L'État, via Bpifrance, est co-propriétaire de Vivalto. Belluco a envoyé les grévistes se plaindre chez l'actionnaire de leur exploitateur.

RUFFIN, MONCOND'HUY ET

BELLUCO SON LIÉS AU PS QUI GÈRE LOCALEMENT VIVALTO

Et voilà le comble ces trois soutiens déclarés des grévistes ont cofondé ou sont membres ou dans de partis qui cofondé le 2 juillet 2025 à Bagneux le **Front populaire 2027** — cartel électoral avec Olivier Faure (PS), Marine Tondelier (Écologistes), Clémentine Autain (L'Après), Lucie Castets — pour

une candidature commune à la présidentielle. La gauche bourgeoise qui gère le capitalisme se rassemble pour 2027 et dont le PS local gère **Vivalto**. Ces trois-là viennent ranimer le cadavre du Nouveau Front Populaire.

LA GAUCHE BOURGEOISE EN CAMPAGNE ÉLECTORALE SOUTIENT LES GRÉVISTES COMME LA CORDE SOUTIENT LE PENDU

LA GAUCHE BOURGEOISE D'UNION SACRÉE VOTE POUR L'ÉCONOMIE DE GUERRE

Ces trois élus soutiennent cette économie de guerre — ou en tout cas ne s'y opposent pas — à l'échelle nationale comme à l'échelle locale.

Nationalement, le Parti Socialiste et les Écologistes ont voté unanimement les **3 milliards d'euros d'aide militaire à l'Ukraine** en mars 2024.

Localement le conseil communautaire de Grand Poitiers dirigée alors par la gauche a approuvée le 5 décembre 2025 l'extension classée secret défense du site **Dassault Biard** une extension de **2 000 m²**. L'usine **Dassault Aviation** fabrique déjà les verrières et pare-brise des avions militaires, les entrées d'air du Rafale sur son site.

François Ruffin, député, déclarait publiquement sur X et LinkedIn en mars 2024 : « Faut-il renforcer notre assistance militaire et civile à l'Ukraine pour lui permettre de défendre sa souveraineté ? Oui. » Il soutient la politique de guerre de l'impérialisme français et européen.

Au final, ils votent les crédits d'armement, virent les élus qui disent non aux privatisations, et soutiennent la politique de guerre de l'État français et viennent aujourd'hui poser aux côtés des grévistes

Au regard de leur bilan, nous serions en droit de leur poser une seule question : rompent-ils, oui ou non, avec cette politique qui a agi contre les grévistes des Feuillants et, au-delà, contre les intérêts du peuple travailleur en France ?

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE PEUPLE TRAVAILLEUR N'A PLUS DE REPRÉSENTANTS COMME JAURÈS OU JULES GUESDE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU GRAND CAPITAL
GILETS JAUNES POITIERS

LA GAUCHE BOURGEOISE A ENTERRÉ LE SOCIALISME ET SES REPRÉSENTANTS

Quand Jaurès et Guesde siégeaient au parlement, ils y portaient le programme d'un mouvement ouvrier constitué indépendamment — élaboré dans les congrès ouvriers, sous la pression des grèves. Ils étaient les porte-voix d'une classe qui avait ses propres organisations, son propre programme, sa propre presse. Ruffin, Belluco, Moncond'huy et Harris ne représentent rien de tel.

Ce ne sont pas des Jaurès ni des Guesde. Ce sont des gestionnaires du capitalisme à l'Assemblée Nationale du grand capital et dans ses gouvernements bourgeois.

ILS NE DÉFENDENT PLUS LE DÉPASSEMENT DU CAPITALISME PAR LE COMMUNISME, UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSE, SANS ÉTAT DONT LES MOTS D'ORDRE D'ABOLITION SONT DU SALARIAT ET DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

LE PCF ENTRE UNE BASE LUTTE DE CLASSE ET UNE DIRECTION QUI COLLABORE

Florence Harris (PCF), conseillère départementale d'opposition, apporte son soutien actif aux grévistes — et Vivalto a déposé plainte contre elle.

Face au capital financier et à l'État qui le sert, la grève isolée sous la direction de l'UD CGT 86 peut-elle gagner ?

GAGNER CONTRE VIVALTO : SUFFIT-IL D'AVOIR DES SOUTIENS, OU FAUT-IL ÉTENDRE LA LUTTE À TOUT LE PEUPLE TRAVAILLEUR ?

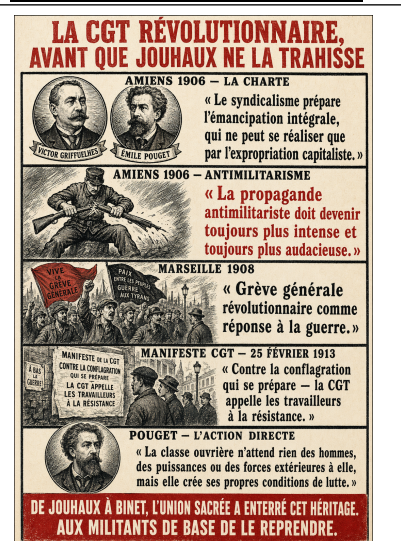
Au 23 avril 2026, ce sera le 32ème jour de grève (après 6 jours fin février, la grève a repris le 23 mars). Une aide-soignante à 1 650 euros brut a perdu sur 32 jours calendaires entre 1 700 et 1 900 euros de salaire

Pourquoi se battre seul alors que c'est l'ensemble du peuple travailleur qui souffre de la vie chère ? Et pourquoi se battre uniquement sur la paie, alors que la vie chère, c'est aussi l'économie de guerre qui ponctionne nos cotisations et nos impôts pour financer les Rafale, les bases militaires à l'étranger et l'extension secret défense de Dassault Biard ?

Les directions syndicales mènent des luttes séparées, entreprise par entreprise, sans jamais s'adresser aux autres secteurs pour se battre ensemble.

Leurs « grèves générales » n'en sont pas. Ce sont des journées d'action sans lendemain, ou au mieux des grèves reconductibles par secteur. Et depuis des années, ces grèves dirigées par les directions syndicales non seulement perdent, mais finissent par nous appeler à voter pour la gauche bourgeoise aux élections — ceux-là mêmes qui nous piétineront une fois élus. Et toujours sous le prétexte fallacieux de « faire barrage » à une extrême droite qu'ils assimilent au fascisme — alors que la marche au fascisme se fait déjà au plus haut de l'État, avec Macron, pour qui ils ont déjà appelé à voter au nom du « barrage républicain ».

L'ORIENTATION DE L'UD-CGT 86 OU CELLE DE LA CHARTE D'AMIENS ET DE MONATTE ?



Cette politique n'est pas une fatalité. C'est le syndicalisme de collaboration de classe, intégré à la république bourgeoise, qui a abandonné le programme ouvrier et révolutionnaire de la CGT d'avant 1914 pour perpétuer celui de l'Union sacrée avec la bourgeoisie — de Jouhaux à Binet. Les directions ont enterré le communisme et la politique révolutionnaire que les militants de la CGT défendaient aussi à cette époque.

La Charte d'Amiens de 1906, rédigée par Victor Griffuelhes et Émile Pouget,

fixait au syndicalisme une double besogne :

« Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires. Mais cette besogne n'est qu'un

Nous dénonçons cette attaque patronale.

Nous n'oublions pas ce que des militants communistes ont représenté pour le mouvement ouvrier : les FTP-MOI, les ouvriers immigrés de l'Affiche Rouge, les fusillés de l'Occupation — tombés pour la classe ouvrière et l'unité par-delà les nationalités. Mais nous ne confondons pas la base et la direction. Direction qui a collaboré : crédits de la guerre d'Indochine en 1946, pouvoirs spéciaux à Mollet en 1956 qui ont légalisé la torture en Algérie — pendant qu'à la base, Iveton était guillotiné, Maillot tombait dans les rangs de l'ALN, Alleg écrivait *La Question* sous la torture. Depuis 1981, soutien à Mitterrand, à Jospin et aux privatisations, ralliement en 2024 au Nouveau Front Populaire avec le PS et EELV — les mêmes qui votent l'économie de guerre.

Un parti ne peut se réclamer du mouvement ouvrier et cogérer avec ses ennemis de classe.

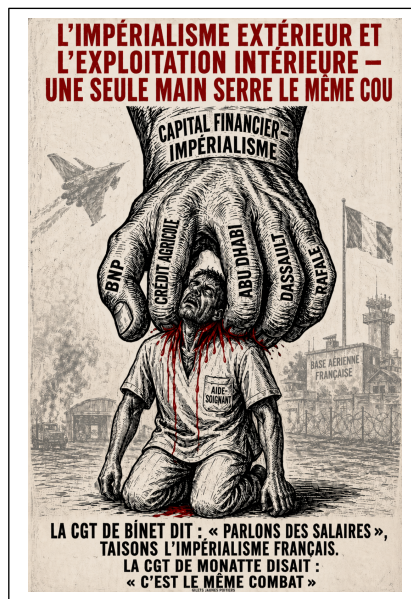
Aux militants communistes de base, comme à ceux de la CGT, de reprendre en main leur parti.

côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. »

Ce qui signifie se battre pour les salaires aujourd'hui, et préparer l'expropriation du capital demain.

Pouget précisait ce que cela voulait dire :

« L'action directe signifie que la classe ouvrière, (...), n'attend rien des hommes, des puissances ou des forces extérieures à elle, mais qu'elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi ses moyens d'action. »



Et la CGT d'avant 1914 ne séparait pas la lutte pour les salaires de la lutte contre la guerre. Le 9ème congrès confédéral de la CGT à Amiens en 1906 votait, à côté de la Charte :

« Le Congrès affirme que la propagande antimilitariste doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse. »

Le congrès de Marseille de 1908 adoptait une motion antimilitariste vigoureuse, faisant de la grève générale révolutionnaire la réponse à la guerre. Le 25 février 1913, la CGT publiait un manifeste antimilitariste

contre la conflagration qui se préparait. Lutte de classes contre le patronat et lutte contre l'impérialisme étaient une seule et même bataille.

Pierre Monatte, fondateur en 1909 de *La Vie Ouvrière*, membre du Comité confédéral de la CGT, a été le premier à rompre publiquement avec la direction Jouhaux quand celle-ci a trahi tout cet héritage en ralliant l'Union sacrée en août 1914. Il démissionne du Comité confédéral le 7 décembre 1914 pour rester fidèle, selon ses propres mots, à « la lutte de classes, l'anti-étatisme et l'internationalisme ». De sa tranchée, en avril 1916, il écrit sur Jouhaux : « Ils ne font que recouvrir la thèse gouvernementale d'oripeaux révolutionnaires. »

Cent dix ans plus tard, la formule tient. L'UD CGT 86 dit combattre l'impérialisme. Mais que fait-elle contre les 449 milliards de la LPM, contre l'extension Dassault Biard, contre la base d'Abu Dhabi qui protège Mubadala, actionnaire de Vivalto ? Rien. Dénoncer l'impérialisme en paroles et taire l'économie de guerre qui le finance, c'est recouvrir la thèse gouvernementale d'oripeaux revendicatifs. L'impérialisme extérieur et l'exploitation intérieure, c'est une seule main qui serre le même cou. Aux militants de base de reprendre leur syndicat. La grève n'est pas notre seule arme. La paie n'est pas notre seul combat.

La grève n'est pas notre seule arme.

NOS LUTTES PEUVENT GAGNER — POUR UN FRONT UNIQUE DU PEUPLE TRAVAILLEUR

CONTRE LA VIE CHÈRE, CONTRE L'ÉCONOMIE DE GUERRE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS QUI NOUS SAIGNE

Le mouvement ouvrier n'a pas fait que la grève. Il a construit des bourses du travail, des coopératives, une presse, une éducation ouvrière, des manifestations de masse, des boycotts. La grève est décisive — mais isolée, elle s'épuise. Elle ne gagne que lorsqu'elle s'articule à une campagne politique d'ensemble.

Ce que nous portons, c'est **le front unique ouvrier étendu au peuple travailleur.** Parce que la vie chère frappe tout le monde : petits paysans, artisans, chômeurs, précaires. Les taxes touchent salariés et non-salariés. L'économie de guerre est financée par ponction sur tous ceux qui vivent de leur travail.

Nous nous adressons aux grévistes des Feuillants, de La Rose d'Aliénor, de La Réverie, aux militants de base de la CGT, du PCF et à tous les travailleurs de Poitiers, de la Vienne et au-delà — y compris ceux qui ne sont pas encore en grève.

Il faut aller frapper aux portes. Du CHU. De la polyclinique. Des postiers. Des salariés de Safran à Saint-Benoît. Des travailleurs de Dassault à Biard.

QUELLE ORGANISATIONS DE LUTTE : COMITÉS DE GRÈVE, AG SOUVERAINE, MANDATEMENT, RÉVOCABILITÉ — ET ASSEMBLÉES DU PEUPLE TRAVAILLEUR

La grève doit être dirigée par les grévistes eux-mêmes. Pas par un appareil syndical, pas par des élus politiques — par les travailleuses et travailleurs en lutte, dans chaque établissement.

Des comités de grève élus dans chaque site — Feuillants, Rose d'Aliénor, La Réverie. Pas des permanents syndicaux désignés d'en haut : des **travailleuses mandatées directement par leurs collègues.**

Les grévistes décident.

L'assemblée générale souveraine et décisionnelle : c'est l'AG qui tranche sur tout — continuer ou pas, accepter ou refuser une offre, appeler à l'extension. Pas le bureau de l'UD CGT 86. Pas Belluco. Pas Moncond'huy. L'AG. **Souveraine veut dire souveraine** — pas consultative, pas décorative.

Les délégués exécutent.

Des boîtes privées. Des quartiers populaires. Des paysans qui crèvent sous les dettes au Crédit Agricole — le même qui est actionnaire de Vivalto. Parce que **tous ces fils se croisent aux Feuillants.** BNP finance les génocides et encaisse sur le dos des aides-soignantes. Le fonds d'Abu Dhabi vit sur le travail des salariés français. Dassault Biard fabrique des Rafale sous secret défense. Ruffin soutient l'aide militaire à l'Ukraine, Belluco vote les crédits d'armement — et viennent « soutenir » des grévistes qu'on saigne pour financer la même machine de guerre. La revendication d'un **grand service public unifié de santé et de dépendance** — CHU, polyclinique, EHPAD, soins à domicile, sous contrôle des travailleurs et des usagers — parle aux soignants du CHU qui manquent de lits, aux aides à domicile qui roulent 50 km pour un SMIC. **Leur lutte est notre lutte.**

Construisons une campagne pour le front unique du peuple travailleur contre la vie chère et contre l'économie de guerre de l'impérialisme français.

Le mandatement et la révocabilité : tout délégué l'est sur la base d'un mandat précis donné par l'AG, dont il rend compte à son retour. S'il a dépassé son mandat, il est **révocable immédiatement** — sans délai, sans procédure

Le mandat se contrôle.

Et au-delà des AG de grévistes : **des assemblées du peuple travailleur** — souveraines et décisionnelles, en lien avec les AG de grévistes — pour réunir les travailleurs et travailleuses **qui ne sont pas encore en grève** mais qui veulent rejoindre la lutte contre la vie chère et contre l'économie de guerre.

Pour faire campagne publiquement à Poitiers, dans la Vienne et au-delà sur les revendications que nous portons — parce que la lutte aux Feuillants concerne tout le monde, bien au-delà des Feuillants.

Construisons le front unique du peuple travailleur et de ses comités fédérés

LES REVENDICATIONS QUE NOUS SOUMETTONS

Dans l'immédiat, pour les grévistes :

- **Contrôle ouvrier** sur les conditions de travail et les plannings
- **Interdiction des réquisitions préfectorales** contre les grévistes
- **Embauches massives via bureau d'embauche sous contrôle ouvrier** — pour répondre au sous-effectif et au chômage
- **Fin des CDD et de l'intérim** — titularisation de tous les contrats précaires
- **Ouverture des livres de compte de Vivalto** aux salariés et aux usagers

Sur les salaires, les taxes et la protection sociale :

- **SALAIRES INDEXÉS SUR LES PRIX** — échelle mobile automatique pour que toute hausse ne soit pas bouffée par l'inflation
- **RÉCUPÉRATION de l'intégralité du salaire** — cotisations salariales ET patronales comprises
- **ABOLITION de toutes les taxes et impôts directs et indirects sur le travail** — CSG, CRDS, TVA, taxes sur l'énergie, taxes sur les carburants. **Le brut doit devenir le net.**
- **FORTE IMPOSITION du grand capital**, des trusts, des grandes entreprises, des millionnaires et des milliardaires — taux confiscatoire à partir d'un million d'euros pour financer la Sécu, les retraites et les services publics
- **Impôt progressif sur les revenus qui ne sont pas issus du travail** — dividendes, rentes, loyers, plus-values, revenus du capital — à partir de 4 293 € nets par mois (seuil de richesse INSEE / Observatoire des inégalités), avec des taux confiscatoires au-delà. **Le travail ne paie pas d'impôt.**
- **POUR UNE SÉCU QUI REMBOURSE TOUT À 100%** — FIN DES MUTUELLES PRIVÉES

Sur les retraites :

- **Caisses de retraite financées exclusivement par l'imposition du grand capital**, sous contrôle des salariés — comme le prévoyait le Programme du Parti Ouvrier Français (Marx/Guesde, 1880)

· **Sortie des représentants patronaux des caisses**

· **Fin des fonds de pension, y compris publics français**

Sur la santé et la dépendance :

· **INTÉGRATION de tous les EHPAD privés dans un grand service public de santé et de la dépendance unifié** — sous contrôle des travailleurs et des usagers

· **Nationalisation de Vivalto Vie sans indemnité ni rachat**

Sur le capital financier :

· **UNE SEULE BANQUE PUBLIQUE** sous contrôle des salariés et de la population laborieuse — nationalisation de l'ensemble des banques privées (BNP, Crédit Agricole, Société Générale...) pour mettre fin à la vampirisation du capital financier

Contre l'impérialisme français, contre le militarisme, contre la guerre

- **Fermeture de la base militaire française à Abu Dhabi** — retrait des forces militaires françaises du Moyen-Orient
- **Contre l'impérialisme français et ses alliances avec les monarchies du Golfe** qui exploitent les salariés français
- **Contre la LPM 2024-2030 et les 449 milliards d'euros pour la guerre** — cet argent doit aller aux salaires, aux retraites, aux services publics

Nous profitons de la diffusion de notre tract pour appeler à l'hommage pour Amara Doumassy le 28 avril 2026.



Rejoignons les camarades de la CGT-BTP, en hommage au travailleur malien Amara DIOMASSY, mort au travail.
Le chef d'équipe d'origine malienne Amara Dioumassy, 51 ans, est mort le 16 juin 2023 sur le bassin d'Austerlitz, percuté par un camion de chantier qui faisait marche arrière sans lip de recul.
Sans le combat de ses camarades de travail, sa mort serait passée inaperçue. Des militants de base de la CGT-BTP ont forcé leur Fédération, Bernard Thibault ("commisnaire" CGT pour les "jeux olympiques 2024 propres"), Sophie Binet et Anne Hidalgo à reconnaître cette mort en nommant un parc au nom de cet ouvrier.
Le combat continue pour sa famille et celle de tous les morts au travail.
REJOIGNONS-LES LE 28 AVRIL POUR MANIFESTER ET PRENDRE LA PAROLE !

Ce que ne fera aucun syndicat du dialogue social. Ce que ne fera aucune formation de l'Assemblée nationale de la bourgeoisie et du grand capital.

Pour un front unique du peuple travailleur — pour l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même